

Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs

Témoignages des pionniers des relations franco-québécoises

12 avril 2016

Délégation générale du Québec à Paris

Intervieweur : Gilbert Pilleul

Interviewé : Jean-François de Raymond

00:00:00	Première partie
00:00:01	<p>Gilbert Pilleul : Bien alors, Gilbert Pilleul et Jean-François de Raymond. Gilbert Pilleul moi-même, je suis le co-président de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs et j'ai l'honneur aujourd'hui de recevoir Jean-François de Raymond ici présent, qui est membre de notre Commission, qui est administrateur et qui a suivi depuis très longtemps les travaux de notre Commission. Travaux qui ont été d'ailleurs initiés par un Québécois que vous connaissez bien, Marcel Masse, et par Henri Réthoré qui est décédé l'an dernier et qui jusqu'à la fin de sa vie ainsi que Marcel Masse d'ailleurs, je devrais dire, qui a suivi très attentivement les travaux de la Commission qu'il avait créée avec Marcel Masse. Donc les objectifs de cette Commission, c'est entre autres de réaliser, de capter je dirais, des entretiens d'anciens acteurs de la Commission franco - excusez-moi, non pas de la Commission, mais de la relation franco-québécoise et c'est l'objet donc de notre réunion aujourd'hui, de cet entretien entre Jean-François et moi-même. Alors première question Jean-François, qui êtes-vous ? Quelques mots sur votre biographie et puis nous verrons ensuite bien d'autres questions.</p>
00:01:39	<p>Jean-François de Raymond : Eh bien, merci Gilbert. Je suis universitaire d'origine et d'appartenance, professeur de philosophie initialement et j'ai servi à plusieurs reprises dans des postes à l'étranger, à l'extérieur, avant même de servir à Québec. J'ai eu un poste en Côte d'Ivoire, en Grèce, en Suède, au ministère des Affaires étrangères à Paris, au cabinet du Secrétaire d'État chargé des droits de l'homme. Et je dois dire que lorsqu'on m'a proposé le poste de Québec, j'étais extrêmement heureux parce que c'est un poste très recherché, extrêmement intéressant du point de vue du contenu riche, qui est le sien. C'était, c'est également un poste dans lequel on met en action la Francophonie et vraiment c'est un poste que les uns et les autres envient à celui qui a la chance de pouvoir y travailler pendant trois ou quatre ans.</p>
00:02:47	<p>G.P. : Alors justement puisque tu évoques l'intérêt de ce poste, un poste recherché, un poste envié et déjà à l'époque, alors pourquoi, en quoi c'était un poste recherché, que tout le monde souhaitait obtenir un jour ? Est-ce qu'on peut en dire quelques mots ?</p>

00:03:09	<p>J.-F. de R. : C'est-à-dire que le poste qu'on appelait à l'époque celui de conseiller culturel scientifique et de coopération couvre et met en œuvre une coopération très riche et une coopération très large dont je vais pouvoir dire quelques mots; très large et qui couvre tout l'ensemble des secteurs correspondants; qui a été initiée à l'époque du général de Gaulle dans les années 65 - 67, la première entente datant de, qui portait sur l'éducation, datant de 1965 et le général de Gaulle ayant monté si j'ose dire, décidé de la structure de la relation qu'on a désignée comme directe et privilégiée entre la France et le Québec. Si bien que cette coopération était constituée on croit, je crois pouvoir le dire, l'essentiel du travail non directement politique du Consulat général de France à Québec. On devrait d'ailleurs dire au Québec, puisque si le siège même du consul général est dans la ville de Québec, eh bien c'est l'ensemble, c'est l'ensemble du Québec qui est son terrain d'action, y compris Montréal bien sûr où nous avons, où nous avons toujours une partie de notre équipe.</p>
00:04:34	<p>G. P. : Tu évoquais à l'instant les premiers pas dans le domaine de la coopération franco-québécoise et je crois que cette année on commémore précisément cinquante ans de coopération dans le domaine de l'éducation; et je crois que à Québec cette année, dans les semaines à venir, il y aura un colloque et une rencontre très importante à Québec, pour commémorer précisément ces cinquante ans de coopération dans le domaine éducatif. Donc c'est un des thèmes qui dès le départ sont apparus majeurs. Et qui a eu cette intuition de dire il faut commencer par le commencement, par l'important, par l'éducation ?</p>
00:05:24	<p>J.-F. de R. : C'était à l'époque que je citais tout de suite, l'équipe politique qui entourait le général de Gaulle qui avait parfaitement compris que tout commençait par la formation des jeunes et ensuite les relations universitaires qui devenaient très rapidement des relations scientifiques, culturelles et techniques. Cette relation, c'était vraiment le noyau, le cœur de notre coopération. Cette coopération comme je le disais aussi, une coopération très riche et très large, avec évidemment une caractéristique, c'est que, elle était contraignante. Elle était décidée. C'était une coopération à coûts partagés, que les deux parties négociaient. Nous étions sans cesse en relation, c'était d'ailleurs très sympathique, avec nos amis qui devenaient très rapidement des amis. Nos interlocuteurs du ministère des Relations internationales et avant mon arrivée, quelques années avant, la commission permanente qui en décidait du contenu se tenait deux fois par an. À mon époque, à partir de 1994, ce n'était plus que une fois par an, mais c'était encore un travail considérable qui finissait par être considéré comme un petit peu lourd, un petit peu pesant de part et d'autre; si bien que, d'un commun accord, entre les responsables québécois et français, nous avons suggéré à nos instances, aux deux ministères, de tenter d'alléger et en même temps de donner davantage de visibilité à cette coopération; de tenter de l'alléger si bien qu'on est allés vers ce qui a lieu à l'heure actuelle. On est allés non plus vers une réunion annuelle, mais une réunion biennale c'est-à-dire tous les deux ans de la commission d'une part, et d'autre part vers un certain type de méthode qui consistait à travailler sur projet, sur objectif et non pas selon ce qui apparaissait aux deux ou à chacune des deux parties, comme tour à tour intéressant dans un secteur, dans un autre, ou pour une région ou pour une autre.</p>
00:07:56	<p>G. P. : Alors qu'est-ce que on entendait déjà à l'époque par projet ?</p>

00:08:02	<p>J.-F. de R. : Les projets suivaient des priorités et les priorités étaient décidées, enfin ont progressivement été décidées par les rencontres entre les deux ministères. Par exemple la relance, c'était à mon époque, la relance des relations interuniversitaires; ou bien c'était le travail commun pour diffuser le français sur Internet; ou la création de circuits, ce qu'on appelait les autoroutes de l'information dans le domaine informatique. Alors pour reprendre, puisque c'était l'un des deux domaines dans lequel j'ai souhaité le plus m'investir, les relations interuniversitaires fonctionnaient très bien depuis longtemps, depuis le début, depuis les années 70 à peu près, à l'époque justement de Henri Réthoré. Mais il fallait davantage les systématiser et leur donner des bases structurelles qui leur manquaient probablement; si bien que nous avons lancé l'initiative de créer des thèses en cotutelle, un système de cotutelle de thèses plutôt d'une part, et d'autre part de lancer une, de lancer une étude sur les équivalences de diplômes, depuis le baccalauréat, le DEC en québécois, jusqu'au doctorat. Alors ceci a pris plus d'une année, une année et demie. Des commissions ont été nommées, madame Céline Saint-Pierre y a beaucoup travaillé ainsi que la Conférence des présidents d'université en France, et ça a abouti à deux accords, qui ont été signés en 1996, 95 et 96, l'un sur les cotutelles de thèses et l'autre sur les équivalences des diplômes, qui ont été signés par les deux ministres, monsieur De Charette du côté français et monsieur Sylvain Simard du côté québécois. Et à partir de là, les choses se sont poursuivies, ont été facilitées par cette structuration-là, mais c'était beaucoup plus clair.</p>
00:10:33	<p>G. P. : Avant de revenir sur les problèmes de l'éducation auxquels tu t'es particulièrement intéressé, avant d'évoquer d'autres types de projets dans le domaine culturel, je voudrais te poser une question parce que souvent tu dis « nous », nous, alors c'était qui « nous » et quelle était cette équipe certainement renouvelée d'ailleurs, mais enfin, qui formait un groupe qui suivait les activités et les projets concernant la coopération culturelle ?</p>

00:11:04	<p>J.-F. de R. : Oui quand je dis « nous » c'est l'ensemble du Consulat général naturellement, sous l'égide du Consul général lui-même, qui n'entrait pas toujours dans le détail, naturellement dans le détail administratif ou technique de chacune des coopérations correspondantes, mais enfin c'était l'ensemble du service culturel; le service culturel c'était un service assez étoffé, il y avait le conseiller culturel scientifique et de coopération, il y avait deux attachés culturels à Québec ou plutôt un attaché culturel et un attaché de coopération et l'autre moitié si je puis dire de l'équipe, à Montréal, c'est-à-dire un attaché culturel et un attaché scientifique, qui travaillaient évidemment en symbiose, en coordination. J'allais moi-même d'ailleurs chaque semaine par l'autobus, le fameux autobus Voyageur Orléans Express, à Montréal pour des réunions avec les deux attachés qui s'y trouvaient en poste et qui ne relevaient pas directement administrativement, qui ne relevaient pas du tout d'ailleurs, du Consul général à Montréal. Ils n'en ont jamais relevé, mais ils relevaient de la politique et de la politique culturelle au Québec. Alors c'était un ensemble qui travaillait en relation avec le ministère des Affaires étrangères par définition bien évidemment, mais en relation aussi avec le ministère des Relations internationales, si bien que nous étions en contact permanent pour des questions techniques en débat, des questions culturelles, des festivals de cinéma, de chanson, le Salon du livre, les autoroutes de l'information, les relations avec les laboratoires de neurosciences, la télémédecine, que sais-je ? Les rectorats d'universités, chacun ayant pour mission de développer chacun de ces domaines-là, en suivant des lignes qui avaient été décidées antérieurement et en accord avec les collègues du Québec.</p>
00:13:28	<p>G. P. : Et alors comment se déroulaient ces relations dans ce « nous » que j'évoquais tout à l'heure entre Français et Québécois ? Quels étaient les problèmes qui pouvaient se poser ? Comment les problèmes étaient résolus ? Enfin, comment se vivait cette relation au quotidien ?</p>
00:13:49	<p>J.-F. de R. : Cette relation... écoute pour ce que j'en ai, pour ce que j'ai vécu moi personnellement, cette relation se déroulait dans la meilleure atmosphère. C'était d'ailleurs une époque, ça l'est sûrement resté en partie, je parle de celle que j'ai connue, c'était une époque effervescente où on vivait un certain volontarisme, on sentait que de part et d'autre il y avait l'énergie et la volonté de réussir à monter ensemble des opérations, pas forcément monter des coups, monter des opérations qui devaient aboutir à un résultat, un succès, et qui correspondaient bien sûr à ce que souhaitaient les deux ministères selon les lignes qui étaient fixées, mais suivant une réciprocité large. C'est-à-dire que si l'une des deux parties, québécoise ou française, souhaitait proposer à l'autre une opération et que l'autre partie trouvait que c'était certes intéressant, mais que ça correspondait pas tout à fait à ses vœux, eh bien nous parvenions à négocier pour en réaliser une partie, mais mettre l'accent sur une autre partie que nos amis souhaitaient et qui n'étaient pas nécessairement celle qui correspondait à nos vœux. Bref la réciprocité existait, mais elle n'existait pas forcément terme à terme, d'une manière... d'une manière géométrique; dans l'ensemble les choses se faisaient et elles aboutissaient.</p>

00:15:33

G. P. : Alors pour prendre quelques exemples, dans le domaine culturel, quels ont été en particulier si tu en gardes un souvenir précis, des thèmes qui ont été traités, sujets qui ont été abordés et des réponses qui ont été apportées à l'époque, sur des problèmes concernant en particulier l'éducation, pour revenir à l'éducation, car il me semble que c'était quelque chose, quand je parle de l'éducation, c'était certainement un des sujets majeurs.

00:16:07

J.-F. de R. : Écoute, très franchement l'éducation était un sujet très important. Mais les autres ne l'étaient pas moins. Les questions scientifiques et technologiques ne l'étaient pas moins. Et l'éducation était une ligne qui se poursuivait sans aucune difficulté par des échanges, par des échanges de pédagogues, par des formations croisées, par la venue de spécialistes de France, par des séjours et des stages de Québécois en France, qui allaient apporter leur propre expérience, leurs propres procédures, par exemple contre le décrochage scolaire, par exemple pour établir la meilleure relation possible dans les équipes; mais les autres domaines étaient également extrêmement importants. Alors je citais tout à l'heure, j'ai annoncé tout à l'heure que j'avais, je m'étais investi particulièrement dans deux domaines : d'une part les relations interuniversitaires, c'était un petit peu ma spécialité. Et puis en suivant ce qu'a pu faire, ce qu'avaient pu faire certains de mes collègues, je m'étais aussi investi dans les relations avec les musées. Enfin si, je reviens juste un instant sur les relations, sur les relations en éducation, puisque tu m'as relancé là-dessus, nous avons aussi à soutenir, à participer au conseil d'administration, tâcher de faciliter un certain nombre de relations et de résoudre certains problèmes. Nous avons à soutenir les deux grands lycées : le lycée Stanislas et le lycée Marie-de-France à Montréal, ainsi que l'annexe, le petit lycée qui est l'annexe de Stanislas à Québec, qui avait été créé par mon prédécesseur Albert Salon. Et nous avons eu là à résoudre certains problèmes en particulier, des problèmes peut-être un peu franco-français, problèmes de double cotisation pour la retraite pour les professeurs français qui étaient là, ça n'a pas toujours été très simple, mais ça s'est résolu. Alors je reviens à mon autre domaine. Je m'étais assez investi dans les relations culturelles avec les musées à Québec. Il y a deux grands musées : le Musée de la civilisation qui est assez particulier et qui n'est pas un musée des beaux-arts, qui est un musée de civilisation si l'on peut dire. Je travaillais beaucoup avec Michel Côté qui vient d'être nommé directeur, je le vois avec plaisir, et nous le soutenions pour des échanges, des conférences, des expositions, c'était très fréquent, des colloques. Et avec le Musée des Beaux-Arts de Québec qui est devenu, qui était aussi déjà un très beau musée. Je connaissais bien John Porter qui était le directeur à l'époque et qui avait organisé une magnifique exposition Rodin, qui avait fait venir des sculptures de Camille Claudel. Je lui avais fait rencontrer la nièce de Claudel que je connaissais et nous travaillions vraiment dans une harmonie, je dirais parfaite. C'était très sympathique. À Montréal, nous avons des relations avec des petits musées historiques fort intéressants : Musée McCord, musée de Mme Stewart, et puis les deux autres grands musées : le Musée des beaux-arts, le Musée des beaux-arts avec lequel nous avons monté, je dois dire que ça m'avait particulièrement intéressé parce que je m'étais attaché à cette opération-là, nous avons fait venir, nous avons pu faire venir avec l'aide de nos amis québécois et puis avec un peu de chance aussi, avec du mécénat trouvé in extremis, nous avons pu faire venir une rétrospective de Pierre Soulages, le grand peintre français, au moment, pratiquement au moment de la visite du premier ministre de l'époque qui était Alain Juppé. Et tout ceci dans le cadre des visites alternées des premiers ministres qui sont un moment fort des relations entre le Québec et la France. Petite anecdote, le Musée des beaux-arts souhaitait faire venir cette exposition. La partie québécoise avait trouvé

	<p>un certain financement, la partie française aussi, mais il manquait, il manquait tout de même une grosse somme. Et on était un peu désespérés au moment où Juppé est venu avec tout un ensemble de chefs d'entreprise, comme font souvent, comme font toujours d'ailleurs les premiers ministres. Mais il s'est trouvé que dans le bus qui l'amenait de l'aéroport, nous étions allés le saluer, j'ai eu la chance d'être assis à côté d'une personnalité industrielle importante qui était... qui était de son équipe et un proche de Jacques Chirac, le président. Nous avons parlé de Platon et puis aussi de mon travail, de mon travail à Québec et j'ai répondu à l'une de ses questions parce qu'il me disait : « Qu'avez-vous à faire, mais, en ce moment ? » Je lui ai dit : « Écoutez, vraiment, nous avons une belle opération en cours. » Je savais que Soulages était très apprécié aussi en France. « Mais il nous manque... » et au bout de quelques minutes il m'a dit : « Vous les avez ! » Alors j'étais heureux. J'ai sauté du bus, j'ai bondi si j'ose dire sur la ministre de la Culture, madame Louise Beaudoin et je lui ai dit : « Madame la ministre, nous avons ce qui nous manquait, l'opération pourra avoir lieu. » Et je dois dire que nous étions satisfaits.</p>
00:22:09	<p>G. P. : Oui, comme quoi les finances, le monde des affaires, joue un rôle important aussi.</p>
00:22:16	<p>J.-F. de R. : Mais bien entendu et le Québec sait très bien le pratiquer. C'est beaucoup moins coutumier en France. C'est une chose à développer parce que toutes les parties, toutes les parties vivantes, toutes les forces vives de la nation aident ainsi à monter des opérations. Ça s'est poursuivi ensuite, je m'étais moins investi, ça s'est poursuivi ensuite au Musée des beaux-arts de Montréal avec l'opération Astérix. Et puis le musée de... le musée de Saint-Germain-en-Laye, qui avait fait venir des fragments de poteries avec le dessinateur... Uderzo et... Goscinny. Toute l'équipe.</p>
00:23:09	<p>G. P. : D'accord, d'accord.</p>
00:23:11	<p>J.-F. de R. : Enfin, avec le Musée d'art contemporain de Montréal qui était dirigé par une personnalité qui connaissait bien le milieu intellectuel français, monsieur Brisebois, nous avons effectué divers échanges, je ne me rappelle plus très très bien le détail, mais je sais que c'était assez permanent et la relation était très facile. D'ailleurs, c'est d'ailleurs au Musée d'art contemporain qu'Alain Juppé, lorsqu'il est venu, a fait ses grandes réunions, grandes réunions d'annonces politiques de développement des relations entre le Québec et, le Québec et la France.</p>

00:23:49	G. P. : Alors ce thème sur les musées, ça m'intéresse d'autant plus que d'ailleurs avec mon collègue Denis Racine, nous travaillons depuis maintenant deux-trois ans sur la mise au point d'un nouveau site sur Internet, qui s'appelle Mémoires Amérique française. Et sur lequel nous collationnons, nous enregistrons des documents qui viennent des musées de France et des musées du Québec. Et nous avons déjà une quarantaine, cinquantaine de musées qui ont déposé des objets et donc c'est un travail qui est encore à faire, mais qui est plein de promesses pour justement faire connaître sur le plan au moins du musée et d'une façon plus générale sur la culture et sur la relation entre la France et le Québec. Alors je suis très heureux que au fond on ait eu l'occasion d'en parler et nous espérons d'ailleurs pouvoir poursuivre et, je dois le dire, que le Musée de la civilisation nous aide beaucoup également pour, le Musée de la civilisation à Québec, nous aide de façon importante pour héberger ce site à l'heure actuelle sur Internet et assurer son entretien à l'avenir, ça sera très utile. Alors nous avons évoqué les musées, mais est-ce qu'on pourrait dire quelques mots sur d'autres types d'activités, disons artistiques, comme la chanson, comme le théâtre, je ne sais pas, si tu as des souvenirs à ce propos, pour qu'on en dise quelques mots.
00:25:35	J.-F. de R. : Écoute, les festivals de musique, festivals de chanson, tournaient très bien, j'allais dire tournaient tout seuls. Parce que les artistes québécois étaient très désirés en France. Certes ceux qui étaient très célèbres et déjà très connus comme Céline Dion ou d'autres, Charlebois, n'avaient absolument pas besoin de nous, c'est évident. Mais dans leur sillage, suivaient des jeunes qui n'avaient aucune difficulté à se faire connaître, alors nous apportions simplement notre soutien moral, quelquefois un petit coup de main pour des présentations ou des voyages, et de la même manière d'ailleurs, nos amis québécois, alors là aussi c'est une sorte de réciprocité décalée si j'ose dire, souhaitaient que viennent, des artistes de ciné, des artistes...
00:26:46	G.P. : Oui, de cinéma !
00:26:48	J.-F. de R. : de cinéma, des romanciers, des auteurs, participant, participant aux semaines de cinéma qui étaient très vivantes, annuelles et très vivantes, participant au Salon du livre qui était tout à fait remarquable. J'ai un souvenir très vivant du Salon du livre de Montréal qui était absolument remarquable; celui de Québec qui a suivi et qui est devenu, qui est devenu très important aussi, spécialisé à l'époque en sciences humaines. Et puis certains Salons de, en région, dans l'Outaouais, dans le Saguenay. Je me souviens y être allé moins, moins souvent, mais enfin c'était également très vivant et les auteurs étaient très demandés, enfin on était très contents de les faire... de les recevoir, oui.
00:27:43	G. P. : Alors là c'est, on vient d'évoquer disons un aspect majeur de l'action culturelle, des relations culturelles. Il y a peut-être aussi d'autres domaines qui sont plus... disons moins connus, mais très importants comme sur la recherche scientifique, sur différents domaines. Quels étaient les contacts, les relations ? Est-ce que tu as là-dessus des souvenirs sur ce qui a été abordé dans le domaine justement de la recherche par exemple, tout à fait scientifique ?

00:28:21	<p>J.-F. de R. : Écoute, d'abord nous avons contact, je dis nous, enfin je m'attachais à le faire, mais l'attaché scientifique le faisait très régulièrement en entrant davantage que moi dans le contenu technique, des relations avec, d'abord avec les recteurs de chacune des universités, que nous allions voir, à qui nous disions notre disposition totale pour monter avec eux s'ils le souhaitaient, des échanges, des opérations. Je dois dire que l'accueil était extrêmement positif à chaque fois et généralement chacun d'entre eux nous disait, nous signalait tel ou tel point, telle ou telle ligne pour laquelle ils souhaitaient que leurs laboratoires, leurs chaires, puissent avoir davantage de contacts avec tel ou tel des nôtres, en France dans telle université ou dans tel laboratoire. Nous avons également des relations assez suivies avec des directeurs de revues, de revues scientifiques. Je me souviens de <i>Médecine/sciences</i>, qui est une revue qui existe toujours et qui est très remarquable, dans laquelle publient l'Institut Pasteur et d'autres centres de recherche en France d'une part, et avec d'autres aussi, des revues de sciences humaines, par exemple la <i>Revue d'histoire de l'Amérique française</i> que tu connais bien et dont j'étais allé voir, je me rappelle, monsieur Léger qui m'a reçu très sympathiquement comme beaucoup d'autres. Les laboratoires de neurosciences, les laboratoires de biologie, je les ai moins personnellement pratiqués, mais je sais que mon adjoint, qui s'occupait des questions scientifiques, le faisait et nous tenions bien entendu à maintenir avec eux des relations qui ne décidaient pas véritablement des contenus, c'est évident, mais qui pouvaient aider, assouplir, faciliter et favoriser, etc. D'autre part encore, les relations purement techniques ou technologiques plus exactement, qui étaient très larges, allant depuis les relations entre les ministères de la Justice. Il y avait eu je me souviens deux grandes missions de Français au Québec et de Québécois en France, qui s'intéressaient à la manière dont se déroulaient les procès avec ou sans enregistrement, selon les autorisations juridiques locales, sur les prisons, sur le suivi des gens qui avaient été incarcérés pendant un certain temps. Le directeur des affaires civiles et du sceau avait fait une mission très longue et très appréciée au Québec. La Chambre des notaires également et puis, alors dans le domaine purement technologique, des ingénieurs venaient pour travailler, je rentrerai pas dans les détails j'en suis bien incapable, pour travailler sur la manière dont on devait fabriquer des chaussées, travailler pour faire des chaussées le moins glissantes possibles, un fait important pour le Québec.</p>
00:31:53	<p>G. P. : Alors, pour revenir peut-être plus au centre de l'action culturelle, j'aimerais évoquer des difficultés qui existaient, qui sont aussi des difficultés dues aux systèmes administratifs, aux organisations de part et d'autres, qui font, enfin moi j'évoque des faits d'expérience qui sont, qu'à cette époque-là, il était et peut-être même encore, parfois difficile de faire venir des livres à des coûts pas trop élevés, venant du Québec et venant en France. Et on m'a toujours dit que c'était très difficile pour diverses raisons. Et d'autre part, lorsqu'on veut faire venir un film québécois, il faut plusieurs autorisations, c'est toujours assez difficile. Est-ce qu'il y avait ce type de problème et quelles étaient les solutions auxquelles on pouvait penser pour faciliter ces échanges entre les deux publics ?</p>

00:32:55	<p>J.-F. de R. : Je crois me souvenir qu'il y a eu en effet quelques-unes, quelques petits frottements dus simplement aux différences, aux différences d'administration, quelquefois quelques petits obstacles juridiques entre le Québec et la France, mais pas énormément. Des retards, des retards dans des livraisons qui étaient importantes, des livraisons de livres, importantes puisqu'elles étaient destinées au Salon du livre de Montréal. Je me rappelle quelques paniques qui avaient eu lieu, mais c'était vite rattrapé par un coup de téléphone. Mais il fallait trouver le bon interlocuteur dans l'administration française ou dans les douanes québécoises, mais enfin ce sont des choses qui s'arrangent toujours cela. Pour les films aussi, il y avait eu quelques petites difficultés pour présenter en France des films tournés au Québec et pour proposer aux Québécois un choix de films français. Mais là aussi ça s'arrangeait très bien. Les deux centres de décision qui étaient en France, UniFrance Films qui est très dynamique et puis au Québec je ne me rappelle plus très bien le nom de l'organisme, j'étais allé le voir à Montréal, étaient également d'excellente bonne volonté. Moi je n'ai pas vraiment rencontré de - Je n'ai pas vraiment eu de connaissances de crispations. Si, peut-être à un moment donné, une histoire de fromage, de fromage au lait cru, qui n'était pas très bien accepté par des producteurs de Charlevoix. Mais enfin bon vraiment ça ne durait pas, ça ne durait pas et c'était vite rattrapé. Parce que nous avons en commun cette volonté de réussir; je le pense. Ce n'est pas vraiment, pas de la langue de bois, c'était vraiment la réalité vécue quotidienne, avec des personnes humaines, avec qui nous travaillions, nous déjeunions, nous téléphonions, d'une part. Et d'autre part le fait de parler la même langue, je pense que tu voudras y venir, de parler la même langue et même si les mots quelquefois pouvaient entraîner quelques malentendus, c'était la même langue. Et puis j'étais personnellement toujours un peu attentif à ça, même si ça paraît, ça pourrait paraître un peu romantique, le fait d'avoir une histoire commune. J'habitais une maison - j'habitais - je travaillais dans une, maison qu'on appelait la maison Kent, qui datait du milieu du 17^e siècle; on l'appelait la maison Kent parce que le duc de Kent, le père de la reine Victoria, quand il était jeune officier, y avait résidé en location parmi d'autres. Enfin il a laissé son nom, ce qui était une très belle maison, pas loin du Château Frontenac, pas très loin du MRI et mon bureau, qui était le plus beau de la maison, qui faisait pâlir de jalousie le Consul général, mon bureau, dans mon bureau aurait été signée autrefois, c'est pas forcément la gloire, mais enfin c'est l'histoire, la reddition du Québec.</p>
00:36:30	<p>G. P. : Ah Oui ! la capitulation.</p>
00:36:34	<p>J.-F. de R. : La capitulation, 1759, après les plaines d'Abraham et malgré la victoire de Sainte-Foy. Mais enfin... Mais je ne manquais pas de contempler de temps en temps le fleuve et je pensais toujours, je pensais toujours à Monseigneur de Laval, aux pionniers qui étaient venus contre vents et marées, c'est le cas de le dire et à la Capricieuse en 1855 et même au Colbert de de Gaulle.</p>
00:37:04	<p>G. P. : Oui ! Mais tu évoquais, tu faisais allusion à la langue française. Effectivement s'il y a un point qui réunit Québécois et Français c'est l'utilisation, je dirais aussi la promotion de la langue française. Alors quel était le regard des Québécois en particulier sur à la fois le devenir de la langue française et aussi l'attitude, la position française, qui était sans doute différente à l'égard de la langue française ?</p>

00:37:34	J.-F. de R. : Comme on le sait, la position française est en partie différente parce que, je ne veux pas faire des analyses, il ne m'appartient pas de les faire, c'est pas pour ça que je suis là, mais enfin je le dis globalement, les Français ne craignent pas vraiment pour leur langue, parce qu'ils ont l'impression de, ils ont l'impression qu'elle est solidement enracinée, qu'elle est répandue à travers les 70 pays de la Francophonie institutionnelle, que le Québec en est le plus ardent, le plus ardent défenseur
00:38:04	G. P. : Défenseur.
00:38:05	J.-F. de R. : en pointe. Bon, certes. Et le Québec, nos amis québécois nous taquent toujours d'ailleurs, ils ont bien raison, pour notre propension à laisser se placarder sur nos murs et dans notre langage des expressions anglaises qui sont absolument inutiles. Bon je ne rentre pas dans les détails. Mais il n'y a pas de doute qu'ils avaient le sentiment, ils l'ont toujours je suppose, d'être un gros îlot dans une mer d'anglophones de 300 millions d'habitants, en Amérique du Nord. Et un îlot, un îlot d'un courage inouï, d'une énergie farouche, depuis des siècles. Et grâce à la loi 101, grâce à leur travail quotidien, eh bien le Québec maintient ce qu'on doit appeler je pense sa survivance. Sa survivance culturelle, sa survivance linguistique. Alors, plus largement, ceci se place dans l'ensemble de la francophonie et dans notre... dans notre coopération, nous avons souvent cette perspective qui n'est pas toujours facile à mettre en pratique d'ailleurs, cette perspective de regarder plus largement que la seule relation bilatérale franco-québécoise, de regarder plus largement eh bien la relation dans l'Aléna, la relation Québec horizontale, Québec et puis les autres provinces canadiennes, alors que le Québec fait 81 % de son commerce avec le Sud, anglophone, la relation avec le Mexique, avec les îlots de francophonie aux États-Unis. Tout ceci était certainement difficile. Le Québec qui regarde, qui regardait, qui regarde la France comme une entrée vers l'Europe et nous qui regardons le Québec comme une entrée en Amérique du Nord, et la francophonie pour compliquer les choses qui est parfois considérée comme un petit peu, pas antinomique, mais... un petit peu concurrente du souci de l'Europe, de la construction de l'Europe. Alors tout ceci mêlé, faisait que nous tenions beaucoup à cette francophonie institutionnelle qui nous dépassait, mais dans laquelle nous nous situons. Je l'avais un petit peu expérimenté lorsque j'étais en poste en Suède. J'avais voulu inaugurer une semaine de la Francophonie; et nos amis suédois nous regardaient, nous regardaient curieusement : non, mais qu'est-ce que c'est que la Francophonie? C'est la France et ses anciennes colonies sans doute. Nous leur disions avec un petit sourire : « Peut-être, mais ce n'est pas seulement ça, tout de même ! Bon ! » Jean-Louis Roy était venu à cette époque, au nom de l'ACCT (N.D.L.R. : Agence de coopération culturelle et technique), notre ministre Alain Decaux était venu et vraiment au Québec c'était permanent, la Francophonie. Et nous voyions nos amis développer des projets, des actions tous azimuts qui étaient absolument porteuses, porteurs.
00:41:34	G. P. : On a beaucoup parlé, on vient d'évoquer avec toi justement le rôle, l'importance de la langue française, mais souvent on dit aussi que le Québécois, s'il parle français, ne pense pas comme nous. Et certains disent même, en fait c'est un Américain francophone. Qu'est-ce que tu en penses ?

00:41:59	J.-F. de R. : Oui, c'est René Lévesque lui-même, premier ministre, qui disait : « Nous sommes des Américains qui parlent français. »
00:42:09	G. P. : Oui.
00:42:10	J.-F. de R. : Qui parlent français... oui c'est vrai certainement. Qui pensent français et/ou et nord-américains, plus pragmatiques que nous. Bien sûr. Moins préoccupés, moins préoccupés de la théorie et davantage préoccupés par la réalisation immédiate et pratique, peut-être n'ayant pas la même attitude devant une difficulté à transformer en problème, bien entendu, mais je n'ai pas, je n'ai pas le souvenir, enfin peut-être ça peut se trans... - ça peut entraîner parfois quelques - lorsqu'on rédige un papier en commun, un accord par exemple, une entente en commun, ça peut... On peut buter quelquefois sur des mots qui n'ont pas toujours la même... la même parfaite signification ou la signification spontanée de chaque côté. Mais je n'ai pas vraiment de souvenir. Je sais que ça existe, mais je n'ai pas directement le souvenir de... de véritables difficultés de ce point de vue. Même si, encore une fois, on trouve un petit peu d'anglais dans le français, dans le français utilisé couramment et de la même manière que on nous dit que nous avons des, nous avons des manières de penser qui sont, qui tendraient à imposer; c'est Charles Cogan, par exemple, Charles Cogan, l'ancien directeur de la CIA qui a écrit un livre fort intéressant qui s'appelle <i>Diplomatie à la française</i> préfacé par Hubert Védrine d'ailleurs et qui oppose, qui différencie en tout cas, les manières, la manière française de faire de la diplomatie qui serait hyper rationalisée et qui aurait tendance à imposer ses vues et puis la manière anglo-saxonne qui serait empirique, empiriste et qui aurait tendance au contraire, enfin différemment plutôt, à parvenir par un progressif consensus à un résultat. Alors peut-être que la manière québécoise serait la seconde, mais elle est aussi mâtinée de la première, de la nôtre, parce que nos amis québécois ont aussi été, ont aussi des gênes français, il n'y a aucun doute.
00:44:51	G. P. : Alors, je crois qu'on commémore cette année, en 2016, 50 ans de coopération et essentiellement, je ne dirais pas essentiellement, mais en tout cas, une coopération qui dans le domaine culturel a joué un rôle important dans l'histoire. Et quelle impression d'ensemble en as-tu au départ, les espoirs qu'on pouvait avoir et comment a-t-elle évolué dans un sens ou dans un autre ?
00:45:26	J.-F. de R. : Il est difficile de porter un jugement un peu global sur l'ensemble, mais c'est plutôt une impression. La coopération franco-québécoise a été décidée vraiment en partenariat entre les responsables québécois et français en 1965 - 67. Et tout à fait spécifique, tout à fait bilatérale, encore une fois une relation directe et privilégiée, portée par la Francophonie, y a pas d'autres exemples.
00:46:09	G. P. : Oui.

00:46:09	<p>J.-F. de R. : Avec un Office franco-québécois pour la jeunesse. La seule comparaison c'est l'Office franco-allemand pour la jeunesse, qui a été son modèle, son implication, et dans une autre relation privilégiée d'ailleurs, depuis la guerre, ayant inversé les termes, bon. C'est vraiment une coopération spécifique. Alors cette coopération spécifique-là, elle est certainement unique, mais la France entretient des coopérations et le Québec lui-même entretient des coopérations avec beaucoup d'autres pays, bien évidemment. Et le mot de coopération est certainement l'un des plus beaux mots du travail diplomatique parce qu'il montre bien comment on parvient ensemble à une réalisation qui dépasse la perspective unilatérale de l'un ou de l'autre. Si bien que cette coopération, parce que en même temps elle est patinée, elle a blanchi sous leur toit. Je ne dirais pas qu'elle se banalise, mais elle s'accoutume. Elle s'accoutume, elle tourne très bien comme un moteur de magnifique Formule 1, si l'on peut dire et au gré des réunions bilatérales biennales, où les deux ministères décident des priorités, eh bien elle épouse les priorités qui sont décidées en mettant une fois l'accent sur les neurosciences, une autre fois sur la justice, ça pourrait être un jour sur la sécurité nationale, j'imagine, je ne sais pas, sur les relations universitaires. Ça pourrait être sur la relation sportive enfin bref, si bien que, elle a vocation à embrasser tous les domaines, alors comme elle ne peut pas tout faire simultanément, à les embrasser tour à tour et à réussir à monter, à monter des opérations dont le résultat fait date, fait histoire. Et c'est peut-être là qu'on peut observer s'il y a des réussites, se demander quels sont les points sur lesquels la coopération franco-québécoise a laissé des traces. Là-dessus je n'ai pas... je n'ai pas les éléments nécessaires, mais c'est une étude qui devrait être, qui mériterait d'être faite en effet.</p>
00:48:50	<p>G. P. Ben justement, tu évoquais à l'instant l'OFQJ. Je crois que s'il y a un organisme qui a joué un rôle et qui joue encore un rôle majeur dans cette relation à la fois culturelle et globale entre la France et le Québec, c'est cette institution que je nommais, l'OFQJ et en particulier auprès des jeunes. Est-ce que tu as des souvenirs de cette histoire, de ce rôle de l'OFQJ, des contacts déjà anciens, mais qu'on peut évoquer à nouveau et qui ont joué un rôle dans justement cette relation entre la France et le Québec et en particulier auprès des jeunes car ça m'apparaît surtout aujourd'hui très important d'entretenir ces liens entre jeunes Québécois et jeunes Français ?</p>
00:49:46	<p>J.-F. de R. : Écoute, les souvenirs que j'en ai sont davantage des souvenirs organisationnels, pourrais-je dire. Mais il y a deux choses à dire : il y a d'une part, mais tu viens de le dire, le fait que des jeunes gens du Québec et des jeunes gens de France vont passer quelque temps, sur projet bien sûr, sur projet, sur dossier et sur projet qui aboutit à une présentation d'une étude, d'un résultat, de l'autre côté de l'Atlantique en s'investissant ainsi dans la société qu'ils découvrent et dont ils apprécient un aspect ou un autre. Et ça c'est tout à fait, c'est tout à fait fondamental; il s'agit pas seulement des étudiants ou des relations universitaires, mais il s'agit de la mise en œuvre, de la mise en œuvre par un pays, de certains aspects, techniques, sociétaux, que l'autre découvre. Que les jeunes gens de l'autre pays découvrent, ça peut être dans les transports, ça peut être dans les affaires maritimes, ça peut être dans la restauration, ça peut être dans la conduite touristique, bref.</p>
00:51:04	<p>G. P. : Oui, la vie quotidienne.</p>

00:51:04	<p>J.-F. de R. : Dans la vie quotidienne. Alors j'avais un petit souvenir qui était la venue, la venue au Québec de personnalités qui étaient deux personnalités qui étaient venues ensemble, l'une pour des raisons historico-politiques, c'était Philippe Séguin, qui venait pour inaugurer la statue du général de Gaulle, l'une des rares statues, peut-être même la seule à l'étranger, à côté des plaines d'Abraham et faisant face à la statue de Montcalm. Et puis la venue de Pierre Messmer, qui était à ce moment-là président de l'OFQJ. Il avait accepté cette fonction, cette fonction-là et tout le monde en était très fier. Je dois dire que j'ai été très heureux de le saluer à ce moment-là. Et il y avait une grande, une grande effervescence où justement la jeunesse, les jeunes se mêlaient aux officiels, à des gens beaucoup plus... beaucoup plus pesants, empesés aussi, quoiqu'on est pas empesé au Québec, qui faisaient le lien, le lien social. Véritablement je me rappelle de discours de Bernard Landry à cette époque, tout à fait, tout à fait enflammés pour la relation entre les deux pays.</p>
00:52:33	<p>G. P. : Alors je vais te poser une dernière question qui n'est peut-être pas facile, d'ailleurs dans la mesure où, avec tout ce que tu as vécu dans cette relation franco-québécoise, dans cette coopération franco-québécoise. Qu'est-ce qui resterait comme pour toi un moment important à la fois parce que ça a permis de faire évoluer une situation, de décider quelque chose, ça a changé cette relation ? Est-ce que tu pourrais me donner un exemple d'action dont tu gardes un excellent souvenir et qui serait comme un peu le point d'orgue de tout ce que tu as fait au cours de ces années ?</p>

00:53:21	<p>J.-F. de R. : Écoute, politiquement, mais ça ce n'était pas mon niveau, politiquement il est vrai, il est certain que les visites alternées des premiers ministres sont un moment tout à fait essentiel, non seulement symboliquement, étant donné le niveau et la personnalité de ces premiers ministres, mais parce que cela draine, cela aspire et cela draine l'ensemble et cela inspire, l'ensemble des opérations à préparer et ensuite à mettre en œuvre, et des conclusions à tirer. Ça, il n'y a aucun doute, ça innerve véritablement la relation, ça donne le ton, le rythme, bon. Maintenant pour citer des opérations comme tu me le demandes, écoute, là je reviendrai à ce qui était plus personnel. Les opérations, certaines opérations avec les musées comme celles que j'ai citées tout à l'heure, certaines opérations avec les universités, j'en cite une. Nos amis de l'Université Laval avaient bien voulu organiser au moment du 400^e anniversaire de la naissance de Descartes, un colloque international d'envergure à l'Université Laval. J'avais trouvé ça extrêmement, d'autant plus intéressant que Descartes ne m'était pas inconnu - on m'a ensuite donné un cours à faire sur Descartes, après mon retour à l'université - et j'avais trouvé ça extrêmement significatif. Dans cette université où Descartes n'était pas le premier, n'était pas le principal auteur français; et de lui donner une place au seuil de ce qui a pu être considéré à l'époque autrefois au 17^e siècle et après, le seuil de la modernité et comme reconnaissance de la pensée française. C'était, je crois très significatif et important. Ou encore les ententes qui étaient signées, les ententes qui ont été signées pour l'autoroute de l'information, je ne suis plus capable de dire la date exacte, mais c'était très important, techniquement, que le Québec et la France décident de mettre ensemble leurs efforts pour diffuser le français sur Internet. Et puis les ententes que nous avons faites, que nous avons signées et qui ont ensuite été développées, d'une part sur les cotutelles de thèses, j'ai ensuite conduit des cotutelles de thèses quand je suis retourné à l'université, avec l'Université Laval, avec d'autres universités, et puis sur les équivalences de diplômes, puisque l'entente qui a été signée il y a je crois cinq ou six ans, je ne me rappelle plus la date exacte, était beaucoup plus large, qui n'est pas encore achevée, puisqu'il y a encore des ententes sur les équivalences pour les études médicales, qui demeurent... un sujet de... un sujet de travail et de négociation ont suivi celles-là. Il y a toujours un, il y a toujours une opération d'harmonisation, de cheminement conjoint à mener entre le Québec et la France.</p>
00:57:06	<p>G. P. : Eh bien, Jean-François je crois qu'on va rester sur ce dernier mot sur la relation entre la France et le Québec et je tiens particulièrement à te remercier de tous ces témoignages.</p>
00:57:20	<p>J.-F. de R. : C'est très passionnant pour moi de participer.</p>
	<p>Deuxième partie</p>
00:00:01	<p>G. P. : Alors donc... Oui, c'est commencé, pardon, j'ai pas fait attention là. Jean-François je voudrais aussi évoquer rapidement ton rôle et ta place au sein de la Commission franco-québécoise et peut-être qu'on pourra en dire un mot d'ailleurs sur ses origines, comment elle a été créée et quels étaient ses objectifs. Et puis dire un mot de ce qu'elle a accompli depuis, puisque maintenant, ça fait bien une quinzaine d'années, on s'en va plutôt vers une vingtaine d'années d'activités de cette Commission. Alors est-ce que tu peux rapidement nous rappeler justement la naissance de cette Commission, avec qui et quels étaient les objectifs ?</p>

00:00:47	J.-F. de R. : Oui en effet, je me souviens que à l'automne 1997, à l'initiative de Marcel Masse qui était, qui avait à ce moment-là une responsabilité de sous-ministre du Patrimoine, peut-être le titre est-il légèrement différent, sous-ministre des questions patrimoniales à Québec, avait été lancée l'idée de créer une commission qui pouvait rassembler des spécialistes français et des spécialistes au Québec pour valoriser des lieux du patrimoine commun, québécois en France et français au Québec, ce qui ne manque pas évidemment. On avait même parlé à ce moment-là de la rénovation des Nouvelles Casernes, des Anciennes casernes...
00:01:43	G. P. : Casernes à Québec.
00:01:47	J.-F. de R. : Oui. Ancien et magnifique bâtiment en face de l'Hôtel-Dieu, sous le pavé duquel gisent des soldats, des dépouilles de soldats,
00:02:00	G. P. : qui sont morts,
00:02:02	J.-F. de R. : depuis 1759. Alors cette commission avait été créée donc à l'initiative de Marcel Masse et de Henri Réthoré, l'ambassadeur Henri Réthoré qui avait été quelques années auparavant Consul général de France à Québec. Et je dois dire que nous étions très, très heureux de cette initiative qui allait contribuer à ouvrir encore un nouveau champ de nos relations. Je me rappelle combien nous avons insisté auprès du ministère sur l'intérêt que pouvaient avoir les lignes que nous allions ensuite d'un commun accord québécois et français, nous allions dessiner; nous avons donné, nous avons prélevé un coopérant d'une association franco-québécoise pour l'affecter immédiatement...
00:02:57	G. P. : Ah oui !
00:02:57	J.-F. de R. : Oui, oui. Immédiatement à la commission de manière à lui donner déjà un premier soutien ainsi que quelques très modestes crédits. De son côté, le ministère québécois avait affecté à Marcel Masse des bureaux place d'Armes. Il était très heureux. Cette commission a immédiatement travaillé, et tu le sais mieux que quiconque puisque tu en es maintenant le coprésident. Ont succédé plusieurs années ensuite à Marcel Masse et à Henri Réthoré, ont succédé notre ancien ministre de la Francophonie Pierre-André Wiltzer et puis notre ami André Dorval, qui était l'un des directeurs du Musée de la culture. Et maintenant c'est toi qui en as la responsabilité du côté français ainsi que Denis Racine du côté québécois. Et cette commission a vraiment été efficace parce qu'elle a monté à différentes reprises des colloques. Elle a fait conduire des travaux, produit des ouvrages, historiques, de grande qualité, qui sont reconnus par les spécialistes des deux côtés de l'Atlantique. Tu te souviens d'un magnifique colloque qui s'était tenu à l'Assemblée nationale à Québec sur la Capricieuse ?
00:04:24	G. P. : Oui.
00:04:25	J.-F. de R. : Tu te souviens ? Récemment...
00:04:27	G. P. : Un colloque sur la coopération justement...
00:04:31	J.-F. de R. : Exactement !
00:04:31	G. P. : Et on a tenu aussi en collaboration avec le ministère de la Défense en France des colloques historiques par exemple sur la Première Guerre mondiale.
00:04:40	J.-F. de R. : C'est ça.

00:04:41	G. P. : Avec le rôle des Québécois dans la Première Guerre mondiale et puis aussi des réflexions sur ce qu'on a appelé la cession du Canada par la France, donc qui a suscité des débats très intéressants. Enfin, tout cela sur le plan historique était très, très important et ça me conduit à te poser cette question : quelle était cette dimension historique de cette commission ? Quel était l'objectif majeur de cette activité sur le plan historique ? Qu'est-ce qu'on entendait par faire de l'histoire ?
00:05:21	J.-F. de R. : Tu veux dire à l'époque de sa création ?
00:05:23	G. P. : Oui.
00:05:23	J.-F. de R. : Oui c'est ça. Écoute, on se fondait sur la rencontre commune de Marcel Masse et d'Henri Réthoré qui savaient pertinemment comme toi et comme nous qui avons eu la chance de travailler au Québec, combien l'enracinement historique est fondamental; est fondatif et fondamental. Et l'enseignement de l'histoire qui d'ailleurs peine, et au Québec et en France, concernant l'histoire de cette relation même, cette relation historique essentielle, je dirais depuis le 17 ^e siècle. Je me permets de dire que je m'y suis intéressé, j'ai publié des travaux là-dessus et que Marcel Masse avait, avec ensuite le soutien de la Commission, avait fait aboutir en partie aussi par la création de <i>l'Encyclopédie culturelle de l'Amérique française</i> , qui n'est actuellement que sur Internet, mais qui est très riche de multiples articles. J'espère qu'un jour elle sera publiée
00:06:46	G. P. : Oui.
00:06:46	J.-F. de R. : sur papier et qu'elle aura de la visibilité. Elle est extrêmement riche.
00:06:51	G. P. : Ah oui. Tout à fait.
00:06:52	J.-F. de R. : Véritablement. Il y a là un trésor qui mérite toujours d'être repris parce que l'histoire du Canada français, devenu le Québec, est une histoire qui est passionnante et une histoire qui appelle des thèses et des mémoires et qui intéressent aussi le grand public pour peu qu'on veuille bien la mettre à sa portée.
00:07:20	G. P. : Alors pour terminer, tu évoquais Marcel Masse; il a dès le départ évoqué l'idée d'utiliser, d'exploiter la notion chère à Pierre Nora sur les lieux de mémoire. Et d'ailleurs lui-même, Marcel Masse, disait : « Nous ne sommes pas la Commission des lieux de mémoire, mais la Commission sur les lieux de mémoire. ». Et il insistait beaucoup sur l'importance de cette notion. Et je ne sais pas si tu as eu l'occasion d'en parler avec lui, mais quel était son point de vue à ce propos ?

00:08:05	<p>J.-F. de R. : Certainement. Pour ce que je peux en connaître, ces lieux de mémoire sont multiples. Ce ne sont pas seulement des lieux géographiques, mais ce sont des symboles, ce sont des idées, ce sont des discussions mémorables qui ont donné lieu à des disputes, à des <i>disputatio</i>, <i>disputationes</i>, enfin au sens intellectuel du terme, à des choix politiques et à des livres, à des drapeaux, autant de points de convergence ou de divergence parfois, historiques, entre l'ancien Canada français, le Québec et l'ancienne France ou la France plus moderne et contemporaine. Le drapeau québécois que je vois ici flotter dans la fenêtre de la Délégation générale était le drapeau du Canada au moment où les troupes canadiennes ont été envoyées en Corée. C'était le drapeau du Canada avant que le drapeau à feuille d'érable ne soit institué. Eh bien, c'est aussi un drapeau de l'ancienne Nouvelle-France, de l'ancienne France. Il y a partout des lieux de mémoire ainsi, dont la reconnaissance mérite d'être ravivée ou d'être exposée, d'être expliquée, car les jeunes gens la plupart du temps en ignorent tout.</p>
00:09:42	<p>G. P. : On pourrait parler longtemps de cette notion de lieu de mémoire. Je voudrais juste terminer sur cette idée que ces lieux de mémoire ont tout un secteur que je vais dire matériel, mais qui est aussi immatériel. Par la chanson, par... et même je dirais d'une certaine façon par la mémoire collective, qui entretient aussi cette mémoire entre la France et le Québec. Eh bien merci, Jean-François.</p>
00:10:12	<p>J.-F. de R. : Merci.</p>